

COE : plus de 3000 chrétiens du monde entier ont rendez-vous à Karlsruhe

La 11ème Assemblée du Conseil œcuménique des Églises va se tenir à Karlsruhe, en Allemagne, du 31 août au 8 septembre, sur le thème : « L'amour du Christ mène le monde à la réconciliation et à l'unité ». Elle sera accueillie par l'Église protestante du Pays de Bade (EKIBA), la Conférence des Églises riveraines du Rhin (CERR) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), en tant que pays hôtes transfrontaliers.



Entre 3000 et 4000 chrétiens du monde entier sont attendus d'ici fin août à Karlsruhe, en Allemagne, pour la onzième assemblée du Conseil œcuménique des Églises. Réunissant des représentants d'Églises de plus de 120 pays, cette assemblée, qui aura lieu en Europe pour la première fois depuis 1968, se

tiendra sur le thème « L'amour du Christ mène le monde à la réconciliation et à l'unité ». La précédente Assemblée avait eu lieu en 2013 à Busan, en Corée.

Parmi les organisations chrétiennes internationales, le Conseil œcuménique des Églises est un « poids lourd » : une communauté de 352 Églises, représentant plus de 580 millions de chrétiens. Les Églises membres du COE sont présentes dans toutes les régions du monde et comprennent la plupart des Églises orthodoxes, ainsi qu'un grand nombre d'Églises anglicanes, baptistes, luthériennes, mennonites, méthodistes, moraves, réformées... L'Église catholique n'est pas membre, bien qu'elle collabore pour certains sujets. L'Assemblée est l'organe législatif du COE : elle représente le seul moment où l'ensemble de la communauté fraternelle des Églises membres se retrouve en un même lieu dans la prière et la célébration. Ainsi l'Assemblée du COE est-elle la réunion d'Églises la plus vaste et la plus diverse au monde. En voici une présentation en vidéo par Christian Albecker, président de l'UEPAL et de la CERR :

La création du COE remonte à 1948. Si plusieurs mouvements

œcuméniques existaient déjà au début du XXe siècle, c'est en 1920 que le patriarcat de Constantinople – orthodoxe – lança un appel pour la création d'une « Société des Églises », sur le même principe que la Société des Nations, créée quelques mois plus tôt. En 1937, des représentants de plus de 100 Églises manifestaient leur volonté d'un Conseil œcuménique des Églises. La guerre devait retarder le projet de plusieurs années. Mais dès sa naissance, le COE a affirmé son poids sur la scène internationale, en ajoutant à ses préoccupations spirituelles un rôle ouvertement politique : ainsi, tout au long de la Guerre froide (1947-1991), il a servi de lieu de rencontre au dialogue Est/Ouest. En 1969, le Conseil s'est aussi engagé contre le racisme et a fortement contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique australe. Aujourd'hui, Le COE agit dans différents domaines :

- La solidarité, le secours caritatif aux sans-abri, aux migrants, aux prisonniers et le respect de la dignité humaine.
- La consolidation de la paix dans les pays et régions instables.
- L'aide au développement des pays du tiers-monde.
- La formation des personnes impliquées dans le mouvement.

Pour cette année encore, les sujets internationaux difficiles ne manqueront pas. Ce sera le cas de la guerre en Ukraine : des délégations de l'Église orthodoxe russe et de l'Église orthodoxe d'Ukraine sont d'ailleurs attendues. Alors que la guerre de la Russie contre l'Ukraine se poursuit depuis le 24 février dernier, une délégation du COE conduite par le secrétaire général par intérim, le père Ioan Sauca, s'est récemment rendue en Ukraine pour y rencontrer des représentants des Églises locales et des institutions gouvernementales s'occupant de questions religieuses. Ce sera également le cas de la sécularisation croissante des sociétés européennes ; ou encore de la justice climatique et de la sauvegarde de la création : le père Ioan Sauca souligne

d'ailleurs lui-même que la première plénière thématique du rassemblement se tiendra le 1er septembre, journée célébrée par les Églises du monde entier comme le Jour de la création, et marquant le début du « [Temps pour la création](#) » qui donne l'occasion chaque année, pendant un mois, à tous les chrétiens du monde d'affirmer leur engagement écologique. Le père Ioan Sauca confie « qu'à l'Assemblée, il sera demandé aux dirigeant-e-s d'agir maintenant pour prendre soin de notre planète commune, la Terre ».

Le programme et les attentes

Voici le programme des plénières qui scanderont cette 11ème Assemblée du Conseil œcuménique des Églises :

- **Le sens de l'amour de Dieu incarné en Jésus-Christ : la réconciliation et l'unité.** (*Jeudi – 1er septembre*)
- **L'Europe : au-delà du colonialisme et de la guerre, vers la solidarité, l'hospitalité et la paix.** (*Vendredi – 2 septembre*)
- **Affirmer la plénitude de la vie.** (*Lundi – 5 septembre*)
- **Affirmer la dignité humaine et notre humanité commune.** (*Mardi – 6 septembre*)
- **L'unité.** (*Mercredi – 7 septembre*)

Mais ce programme ne rend qu'imparfaitement compte de tout ce que représente une Assemblée du COE : car c'est d'abord une réunion spirituelle, de prière et d'étude de textes bibliques, avec des rencontres en petits groupes le matin, par confessions le soir, des temps de chants et de prières ; des « [conversations œcuméniques](#) » réunissant divers délégués sur 23 thèmes ; pour les visiteurs, des ateliers consacrés à cinq thématiques : la spiritualité, la formation œcuménique, la mission et le témoignage, la justice et la paix, l'urgence climatique ; et des expositions, des manifestations... Pour avoir une idée d'une journée type d'un délégué, [en voici une présentation](#) faite par Claire Sixt-Gateuille, l'ancienne responsable des relations internationales de l'EPUdF.

Cette 11ème Assemblée est accueillie en cette année 2022 par l'Église protestante du Pays de Bade (EKIBA), la Conférence des Églises riveraines du Rhin (CERR) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), en tant que pays hôtes transfrontaliers. Heike Springhart, évêque de l'EKIBA, et Christian Albecker, président de l'UEPAL et de la CERR, ont signé à cette occasion une déclaration commune dans laquelle ils soulignent que « beaucoup espèrent qu'à Karlsruhe, les Églises du monde donneront un signe clair d'espérance dans ce monde en proie à la guerre et à la faim, à l'injustice et à la destruction des bases naturelles de la vie ». Cette déclaration a été diffusée [sur le site dédié mis en place par l'UEPAL](#) pour suivre l'événement au jour le jour.

La délégation française sera constituée : pour l'UEPAL, de Christian Albecker et Enno Stobel ; pour l'EPUdF, de Marc Boss, Emmanuelle Seyboldt, Claire Sixt-Gateuille et Ulrich Rudsén-Weinhold ; pour la FPF, d'Anne-Laure Danet et Christian Krieger. L'EPUdF [suivra régulièrement les nouvelles de l'Assemblée sur un blog](#). Emmanuelle Seyboldt, présidente de l'EPUdF, y a déjà diffusé une présentation de la rencontre de Karlsruhe :

Claire Sixt-Gateuille et son successeur Ulrich Rusen-Weinhold ont aussi présenté l'Assemblée du COE et leurs attentes dans cette vidéo :



Partir avec le Défap : une aventure mesurée

À l'occasion du lancement de la session 2022 de formation des envoyés du Défap, retour sur le contexte dans lequel se placent leurs missions à travers cet article de Laura Casorio, responsable du service Relations et solidarités internationales, publié ce mois-ci dans la Presse Régionale Protestante.



L'un des lieux d'intervention du Service Fraternel d'Entraide

© SFE

Partir en mission avec le Défap-Service protestant de mission est une aventure qui prend des configurations diverses au fur et à mesure que la mission prend forme. Par définition, l'aventure est un aller vers quelque chose (ou quelqu'un) que l'on ne maîtrise pas, et c'est exactement pour cette raison qu'il faut se préparer pour pouvoir mesurer les risques, mais aussi pour profiter au maximum des rencontres et des lieux. Partir avec le Défap, c'est s'inscrire dans un cadre posé, évalué régulièrement, sans pour autant en avoir la responsabilité de la maîtrise générale.

Mission personnelle...

Pendant les entretiens de recrutement ainsi que pendant les temps de formation au départ, les mots « aventure, découverte, rencontre, se découvrir, se mettre à l'épreuve... » reviennent assez souvent. C'est à partir de ça que la mission prend forme. Partir avec le Défap implique de partir pour une mission donnée, répondre aux attentes des structures qui accueillent et encadrent la mission, s'engager à la première personne au service d'un projet collectif, se préparer à reconnaître les enjeux du pays, les fonctionnements comme les dysfonctionnements...

... et projet collectif

L'histoire du Défap est faite d'hommes et de femmes qui sont partis pour des missions auprès d'autres, qui ont appris à se connaître, à dépasser les étonnements, les chocs, à bouger les limites, pour que la rencontre et la mission se passent au mieux, et pour que quelqu'un puisse prendre le relais ensuite. La mission terminée, le projet se poursuit avec d'autres, dans un temps long : relations entre Églises, riches des relations tissées par celles et ceux qui franchissent les différentes étapes du chemin et qui modifient d'autant le parcours de chacun.

Laura Casorio
Responsable du service Relations et solidarités

Jacques Beurier : chirurgien, protestant, et engagé auprès du Défap

Les domaines d'intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L'occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

La FEP célèbre les «couloirs humanitaires»

Voilà cinq ans qu'ont été lancés les « couloirs humanitaires » en France. Un anniversaire qu'a voulu célébrer la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) en organisant un événement réunissant les divers acteurs impliqués : Fraternité sur Seine. Ce projet qui permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables depuis le Liban, par des

voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée, nécessite un travail en commun de nombreuses institutions protestantes : la Fédération protestante de France, la FEP, des Églises et paroisses qui accueillent et hébergent... Le Défap, pour sa part, est impliqué à travers deux envoyées, chargées du montage des dossiers au Liban.



Cela fait maintenant cinq ans que la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) et la Fédération protestante de France (FPF) ont lancé le protocole d'accord international appelé « couloirs humanitaires », qui vise à faciliter l'accueil sur le sol français de réfugiés d'Irak et de Syrie en provenance du Liban. À l'occasion de cet anniversaire, la FEP a souhaité remercier et mettre à l'honneur tous les acteurs de cette chaîne en les rassemblant à Paris le 25 juin pour un événement : Fraternité sur Seine. Seront ainsi réunis salariés de l'Entraide, bénévoles, hébergeurs et bénéficiaires de cet accueil pour une célébration à bord d'une péniche sur la Seine. C'est l'occasion de rappeler qu'en l'espace de ces cinq années, c'est plus de 500 personnes en situation de très haute vulnérabilité selon les critères de l'ONU qui ont été

accompagnées physiquement et administrativement jusqu'en France.

Mais pourquoi parler de cet anniversaire des « couloirs humanitaires » sur une semaine consacrée aux envoyés du Défap ? Tout simplement parce que ce projet a lui aussi besoin, pour fonctionner, d'envoyés du Défap. C'est ainsi que Soledad André, chargée de mission de la FEP qui accompagne à Beyrouth les réfugiés dans le cadre de ce programme, qui aide à monter leurs dossiers et qui les accompagne dans l'avion jusqu'à leur arrivée à Roissy, est une envoyée du Défap depuis 2018, avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Elle a été rejointe l'an dernier par une autre envoyée du Défap, pour tenir compte à la fois de l'augmentation du nombre des personnes à accompagner, et des difficultés de la FCEI (la Fédération des Églises évangéliques italiennes, partenaire et porteuse du projet des « couloirs humanitaires » au Liban) à continuer le financement du projet et donc la continuité de la permanence de l'équipe à Beyrouth.

Une mobilisation exemplaire



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

Car, c'est là un point crucial, le projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. À l'origine de cette initiative, il y a eu tout d'abord un constat : nombre de familles fuyant des pays en guerre comme l'Irak ou la Syrie se retrouvaient soit bloquées dans des camps au Liban... soit tentaient de traverser la Méditerranée, devenant ainsi la proie des réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains, risquant leur vie dans le naufrage d'embarcations surchargées. Le programme ayant servi de modèle à cette convention est ainsi né en Italie en 2016, à la suite de plusieurs drames particulièrement meurtriers qui avaient servi

d'électrochocs au sein des opinions publiques européennes : il s'agissait d'une initiative de la Communauté catholique de Sant'Egidio, dont les juristes spécialistes du droit des étrangers avaient su utiliser les textes européens pour imaginer ces « couloirs humanitaires », destinés prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables : enfants et familles monoparentales, patients en attente de soins urgents, personnes en butte à des persécutions. Ce dispositif avait été mis en place en association avec la FCEI et avec l'Eglise vaudoise, membre de la Cevaa. Une opération rendue possible non seulement par l'engagement des Eglises qui avaient décidé de le prendre en charge, mais aussi grâce à l'appui de bénévoles et d'associations se chargeant d'accueillir les réfugiés et de les aider à s'intégrer au sein de la société italienne.

Devant le succès de cette initiative, le modèle a été repris dès l'année suivante en France, par le biais d'un protocole d'entente signé à l'Élysée et associant les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Eglises. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se sont retrouvés ainsi accueillis légalement dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Eglise protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Eglises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Eglises constitutives du Défap.

Formation au départ : le CLONG publie un guide des bonnes pratiques

Le CLONG-Volontariat est un collectif qui rassemble une douzaine d'associations (dont le Défap) concernées par l'envoi de volontaires hors Union européenne. Tous ses membres sont directement confrontés aux questions de préparation au départ. D'où la rédaction de ce guide de bonnes pratiques, fruit de réflexions communes. Son objectif : promouvoir une préparation au départ de qualité pour les VSI, afin de renforcer la place du volontariat de compétence dans la solidarité internationale.

Préparer au départ les volontaires de solidarité internationale



Page de garde du livret publié par le CLONG © CLONG

La présentation du guide a eu lieu le 2 juin dernier au Défap. L'événement a vu la participation du ministère des Affaires étrangères, du Fonjep (le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire), de l'AFD (l'Agence française de développement), et de diverses associations impliquées dans des activités de solidarité internationale : en tout, une trentaine de représentants qui avaient répondu à l'invitation du CLONG-Volontariat, le Comité de Liaison des ONG de Volontariat. Il a aussi donné l'occasion à deux anciennes VSI (Volontaires de solidarité internationale) de témoigner de leur expérience, de ce qu'elle leur avait apporté et de la manière dont leur vision du monde en avait été impactée. L'une d'elles était Éline O., ancienne envoyée en Égypte du Défap et de l'Action Chrétienne en Orient.

Cette question de la formation au départ est essentielle, non seulement parce qu'elle répond à des obligations légales, mais aussi et surtout parce qu'elle est le garant de la bonne

adaptation des volontaires à leur futur lieu de mission : une fois sur place, il s'agira pour eux de s'adapter aux enjeux d'un autre pays, d'une autre société, d'autres manières de vivre où le confort peut être des plus rudimentaires – une expérience qui les obligera à sortir de tous leurs cadres. Au Défap, cette étape cruciale se présente sous la forme d'une dizaine de jours au cours desquels les candidats au départ assistent tous ensemble à une série de sessions denses organisées autour des questions pratiques, techniques, administratives de leur mission ; ils sont sensibilisés aux questions de sécurité, mais participent également à des modules centrés sur les questions liées à la rencontre de l'autre : interculturalité, interreligieux, gestion des conflits... Pour d'autres organismes, cette formation pourra prendre des formes différentes. Mais avec des objectifs similaires : « s'assurer que les volontaires sont prêts à partir, qu'ils ont saisi les attentes de la structure partenaire et disposent des clés de compréhension de leur nouvel environnement ».

Pour une solidarité internationale à visage humain

Plus qu'un mode d'emploi détaillant une marche à suivre, ce guide donne donc des principes, des grandes lignes qu'il revient à chaque organisme d'adapter en fonction de ses besoins. Il est structuré pour répondre aux grandes questions qui se posent lorsqu'il s'agit de préparer des volontaires au départ. Combien de temps doit durer une telle préparation ? Quels formats privilégier ? Quel rythme ? Comment construire une équipe d'intervenants ? Comment construire un module de préparation au départ ? C'est le résultat d'un travail collectif de partage et de relecture des expériences et des pratiques des membres du CLONG. Avec un objectif, clairement affiché : favoriser « la promotion d'une préparation au départ de qualité pour les Volontaires de Solidarité Internationale, contribuant ainsi à renforcer la place du volontariat de compétence dans la solidarité internationale ».

Le CLONG existe depuis 1979. Le Défap en est membre aux côtés d'autres associations concernées par le volontariat de solidarité internationale comme ATD Quart Monde, la DCC (la Délégation catholique pour la coopération), la Fidesco (organisation catholique de solidarité internationale, dont le nom vient de FIDES – CO : foi et coopération), le Gref (Groupement des éducateurs sans frontières), la Fédération Handicap International... Le CLONG est un collectif qui vise à la fois à promouvoir et valoriser l'engagement volontaire, parvenir à des avancées juridiques et statutaires pour le Volontariat de Solidarité Internationale, et permettre les échanges et les réflexions pour l'amélioration des pratiques de volontariat. Il plaide pour une solidarité internationale à visage humain, portée par l'engagement désintéressé et l'ouverture au monde, au sein de laquelle les volontaires internationaux ont une place cruciale. Pour celles et ceux qui la vivent, souligne ainsi le texte introductif de ce guide, l'expérience du volontariat « permet de transformer des valeurs et principes en actions concrètes, afin de répondre aux défis mondiaux et contribuer ainsi à l'atteinte des Objectifs de développement durable – ODD, adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 2015 ».

Dans sa volonté d'encourager et de permettre la structuration des bonnes pratiques, le CLONG a déjà publié divers guides couvrant de nombreux sujets qui intéressent directement les organismes de solidarité internationale : la gestion administrative des volontaires, la question du retour, celle des retraites, les métiers de la solidarité internationale, les autres formes de volontariat, ou encore la question du tourisme solidaire... Ce tout nouveau « Guide des bonnes pratiques » sur la préparation au départ sera bientôt disponible au téléchargement sur le site du CLONG.

Comité de liaison des ONG de Volontariat

Créé en 1979, le [CLONG-Volontariat](#) est une association de loi 1901. Le collectif est indépendant et rassemble 12 associations concernées par l'envoi de volontaires en mission de coopération au développement ou d'urgence humanitaire dans les pays en développement hors Union européenne. Il s'agit des acteurs suivants :

- [ATD Quart Monde terre et homme de demain.](#)
- [Service protestant de mission – Défap](#)
- [CEFODE coopération et formation au développement.](#)
- [DCC délégation catholique pour la coopération.](#)
 - [DSF douleurs sans frontières.](#)
 - [Envol Vert.](#)
 - [FIDESCO.](#)
 - [France volontaires.](#)
- [GREF groupement des éducateurs sans frontières.](#)
 - [IFAID Aquitaine.](#)
 - [Fédération Handicap International.](#)
- [SCD service de coopération au développement.](#)

Élie, trois ans après : la mission et ce qu'elle change

Les domaines d'intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L'occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Courrier de mission : rencontre avec l'Église Protestante de Guyane

L'émission « Courrier de mission – le Défap » diffusée le 25 mai 2022 sur Fréquence protestante était consacrée à l'Église Protestante de Guyane. Avec deux invités au micro de Marion Rouillard : Jeanne Mounkala, présidente du Conseil presbytéral ; et Gérard Krebs, pasteur de retour de Guyane, où il était en mission courte, envoyé par le Défap.



Membres de l'Église Protestante de Guyane entourant Christian Seytre, président de la Ceeefe, lors de son passage à Cayenne

© EPG

Une Église cosmopolite, multiculturelle, à l'image de la

Guyane : c'est ainsi que Jeanne Mounkala décrit l'Église Protestante de Guyane (EPG), dont elle est la présidente. Une petite communauté d'une trentaine de familles, que le Défap a accompagnée régulièrement pendant des années à travers le financement d'un poste pastoral, et continue à accompagner à travers des envois de pasteurs en missions courtes. Gérard Krebs, pasteur à la retraite, a été le dernier de ces envoyés en date. Tous deux ont été les invités de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » qui a été diffusée le 25 mai 2022 sur Fréquence protestante.

Sur une terre guyanaise essentiellement marquée par le catholicisme, « nous sommes la seule Église qui porte la voix luthéro-réformée », souligne notamment Jeanne Mounkala. Voilà pourquoi elle pense « qu'il y a une vraie place pour notre communauté en Guyane ». Au-delà de cet héritage luthéro-réformé, qui marque les origines de l'EPG, Jeanne Mounkala met aussi en avant sa diversité. Diversité d'origine des membres de la communauté : ils viennent aussi bien de la « France hexagonale » que de la Guadeloupe, du Congo ou du Cameroun, de Madagascar, de la Côte d'Ivoire... Diversité dans les manières de vivre leur foi, également, qui font de la petite EPG une Église ouverte : elle accueille des membres réformés, luthériens, mais aussi baptistes ou issus du milieu évangélique... Cette richesse, Jeanne Mounkala comme les membres de l'Église ont à cœur de la faire découvrir dans la société guyanaise, où l'EPG reste souvent discrète : « il y a des gens qui nous découvrent lorsque nous sommes interviewés à la radio, à l'occasion d'un reportage télévisé »... Une occasion à chaque fois de porter leur témoignage. Mais l'EPG n'en a pas moins ses propres défis.

Rencontre avec l'Église Protestante de Guyane, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 25 mai 2022 sur Fréquence Protestante

Le premier, comme le résume Jeanne Mounkala au micro de Marion Rouillard, c'est la difficulté à retenir ses membres et à attirer des Guyanais. Église cosmopolite, l'EPG est aussi une « Église de transit ». « Des gens viennent au sein de notre communauté, restent trois-quatre ans, puis repartent », témoigne Jeanne Mounkala ; avec comme conséquence que l'Église « doit s'adapter tout le temps » à ce renouvellement de ses membres. Une caractéristique qui tient à son histoire : issue de l'aumônerie militaire française, l'EPG n'existe en tant qu'Église que depuis 1997. Et pendant longtemps, c'était l'aumônier protestant des forces françaises à Kourou qui était le pasteur de l'EPG. Aujourd'hui, l'Église a noué des liens dans son environnement ecclésial : d'abord avec des communautés membres de la Fédération Protestante de France, comme l'Armée du Salut, qui peut lui permettre de bénéficier de l'accompagnement d'un de ses pasteurs lors de mariages, de décès... Avec, aussi, des communautés du milieu évangélique comme l'Église du Nazaréen. Elle fait ainsi partie du Pôle Protestant de Guyane, et entretient un dialogue régulier avec l'Église catholique ainsi qu'avec la communauté musulmane.

Quant au deuxième défi, c'est celui de la visibilité. Un problème indissociable des moyens humains et matériels : l'EPG n'a pas de lieu de culte propre. Elle est hébergée par l'Église catholique, et ses cultes se déroulent à l'église Sainte-Anne et Saint-Joachim, à Rémire-Montjoly. Si les relations sont bonnes, cette absence de bâtiment attitré constitue un frein pour retenir des invités de passage. Tout comme l'absence de pasteur... Le dernier pasteur présent de manière permanente à Cayenne, c'était le pasteur Dominique Calla, qui était alors envoyé par le Défap. Mais son départ remonte à plusieurs années. Les missions courtes pour permettre un accompagnement pastoral de l'EPG « en pointillé » ne compensent pas cette absence le reste de l'année. Et elles compensent d'autant moins que l'EPG a eu, comme les Églises de

France, à surmonter le choc de la pandémie de Covid-19...

« Une communauté extrêmement attachante »

C'est précisément durant cette période que Gérard Krebs a découvert la Guyane et l'EPG. « Je suis arrivé début 2021, témoigne-t-il au micro de Marion Rouillard ; et j'ai dû respecter les 7 jours de confinement. Après, heureusement, la situation sanitaire s'est améliorée. » Dans sa vie de pasteur, il a déjà connu de telles prises de poste dans des contextes compliqués : il avait notamment passé plusieurs années à Nouméa, où il avait pris un poste pastoral juste après la tragique prise d'otages d'Ouvéa, qui avait marqué le point culminant et la fin de la période de violences que l'on baptise pudiquement les « événements » en Nouvelle-Calédonie.

À Cayenne, « j'ai pu découvrir une communauté extrêmement attachante ; petite, mais avec énormément de potentiel », souligne Gérard Krebs. « Une communauté jeune, un peu livrée à elle-même faute de pasteur titulaire depuis 2017, mais qui est toujours bien présente depuis 5 ans, et pleine d'espérance. C'était important que le Défap et la Ceeefe (la Communauté des Églises protestantes francophones) puissent témoigner leur solidarité à l'égard cette communauté par l'envoi de plusieurs pasteurs en mission courte. Cet accompagnement a permis à l'Église de traverser la période difficile de la pandémie, et de garder la flamme allumée ». Pendant qu'il était présent sur place, Gérard Krebs a pu assurer les cultes, aller à la rencontre des membres de la communauté ; mais au-delà, il a pu initier une collaboration avec la radio RCF pour renforcer la visibilité de l'EPG en Guyane. Un projet qui s'est poursuivi même après son retour en France, puisqu'une série d'émissions ont été enregistrées depuis Strasbourg pour être diffusées en Guyane tout au long de l'année. Ce projet a été rendu possible grâce à la collaboration entre RCF Alsace et RCF Guyane. Enfin, il a initié une collaboration avec Théovie, le service de formation biblique et théologique à distance de l'EPUdF, ainsi qu'avec la Coordination pour la formation continue de

l'UEPAL, pour aider à la formation d'un petit groupe de membres de l'EPG.

La visibilité dans le paysage guyanais, « un immense défi pour l'EPG »

Mais cette question de la visibilité dans le paysage guyanais (« un immense défi pour l'EPG », comme le souligne Gérard Krebs) se heurte aussi à des spécificités locales. Comme la question des relations avec les autorités publiques. En Guyane comme dans d'autres territoires ultramarins, ce n'est pas la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 qui règle ces relations : elle ne s'y applique pas. Ce sont les décrets Mandel, des décrets-lois du 16 janvier et du 6 décembre 1939 pris par le président de la République Albert Lebrun et par le ministre des colonies Georges Mandel, qui permettent de déroger au principe de la laïcité actuellement en vigueur en France métropolitaine (à l'exception de l'Alsace-Lorraine). Ces textes permettant un financement public du culte (comme c'est le cas en Alsace-Lorraine), avec comme conséquence que les communautés qui peuvent en bénéficier y gagnent aussi une forme de reconnaissance de la part des autorités publiques. Or l'EPG n'est pas dans ce cas de figure, contrairement à l'Église catholique. Même si, du côté des catholiques comme des autres cultes reconnus, « il y a de plus en plus une volonté de se libérer du carcan des décrets Mandel », souligne Gérard Krebs : ainsi, ce soutien public à l'Église catholique se borne aujourd'hui au financement de... 11 prêtres.

Une meilleure reconnaissance de la part des autorités publiques, une meilleure visibilité et la poursuite du dialogue œcuménique et interreligieux : tels sont donc les enjeux auxquels est confrontée l'Église Protestante de Guyane aujourd'hui. Avec, au-delà, toute la délicate question des moyens à mettre en œuvre pour réussir pleinement à prendre racine dans la société guyanaise : un lieu propre pour ses cultes, un poste pastoral pourvu en permanence. Le chemin est encore long, et l'accompagnement par la Ceeefe et le Défap

d'autant plus nécessaire.

Rencontre avec le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun

Le pasteur Ernest Edoube est Président Général de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun (UEBC) depuis le 17 mai 2020, suite au décès du pasteur Frédéric Ngaka Epounde. De passage en France et au Défap, il revient sur les enjeux et défis de son Église, les relations ecclésiales au Cameroun, ainsi que sur les liens avec le Service protestant de mission ; il évoque aussi la manière dont il perçoit, à l'occasion de cette première visite à Paris, les enjeux des Églises en France.



Le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, le pasteur Ernest Edoube © Défap

Que diriez-vous de la situation actuelle de l'UEBC et de ses projets ?

Pasteur Ernest Edoube : L'UEBC a connu des secousses après la disparition brutale de son président en mai 2020 ; et le contexte général de pandémie de Covid-19 n'a fait que renforcer les difficultés. Au niveau de la direction de l'Église, il a fallu du temps pour pouvoir, en dépit de la pandémie, renouer les relations avec les partenaires étrangers : ce n'est que tout récemment que j'ai pu me rendre à Leipzig, venir à Paris pour y rencontrer les communautés camerounaises de France, assister à la rencontre de la Fédération baptiste...

Ces difficultés sanitaires ont aussi eu un impact direct sur les efforts de formation et de remise à niveau du corps pastoral ; elles ont eu des effets sur la gestion de la vie

des communautés dans les villes comme dans les campagnes, ces dernières ayant peu de capacités pour rebondir et surmonter la crise... Mais petit à petit, ces problèmes d'encadrement se résorbent, même s'il faudra un appui de la part de la direction de l'Église pour que cet élan soit maintenu. Le principal problème qui se pose aujourd'hui dans les grandes villes, c'est le manque de ministères spécialisés – par exemple, pour encadrer les jeunes. À ceci s'ajoute la transition générationnelle que connaît aujourd'hui notre Église : nous devons faire des efforts pour reconnecter notre Église avec le fonctionnement actuel de la société camerounaise, tout en gardant le lien avec les structures ancestrales qui soutiennent l'épanouissement du témoignage chrétien au sein de notre population. Il nous faut trouver comment adapter le témoignage de notre Église à notre ère.

Enfin, les difficultés de gestion des œuvres médicales et scolaires nécessitent encore de gros efforts pour trouver un équilibre.

Comment vous situez-vous dans le paysage religieux camerounais ?

Il y a aujourd'hui au Cameroun toute une pléiade d'Églises protestantes. Certaines ont une histoire qui remonte aux missions venue d'Angleterre, d'Allemagne, de Finlande ou plus récemment d'Amérique ; et nous nous retrouvons, au sein de toute cette diversité, dans une même grande famille qui est le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (CEPCA). C'est une structure qui connaît des évolutions régulières : elle a ainsi accueilli récemment un tout nouveau membre, la Full Gospel Mission, ce qui témoigne de son ouverture sur les réalités spirituelles du Cameroun. Le CEPCA montre ainsi qu'il est prêt à accueillir des communautés chrétiennes qui sont implantées et reconnues au Cameroun, qui ont montré leur capacité à s'enraciner et à encadrer correctement le peuple de Dieu sur le plan chrétien.

Au sein de cette multitude d'Églises, nous, l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, conservons une plus grande proximité avec l'Église Évangélique du Cameroun ainsi qu'avec les missions de Bâle ou de Paris, où se situent nos origines.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis du Défap et de la Cevaa ?

Nous devons accroître nos relations dans les domaines médical et scolaire, ainsi que dans les échanges de personnes. Dans ce dernier domaine en particulier, nous ressentons aujourd'hui une présence insuffisante de l'UEBC : les échanges sont un enrichissement. Il y a un vieux dicton africain qui dit que le voyage est une grande école... Je tiens par ailleurs à remercier tout particulièrement le Défap pour le soutien au Révérend Docteur Oumarou Sali pendant ses recherches en France.

Nous avons aussi besoin de soutien en ce qui concerne la formation théologique. Le personnel d'encadrement a besoin d'être plus nombreux et plus formé. C'est également le cas au niveau des bibliothèques. Enfin, notre œuvre médicale a besoin d'être restructurée. Ce qui implique des besoins de soutien sur le plan technique, matériel, mais aussi sur le plan du personnel, notamment en termes de gestion. Trois centres en particulier concentrent aujourd'hui notre attention : l'hôpital protestant de Bonabéri, celui de Nkoteng, ainsi que la région de Bonépoupa, insuffisamment desservie sur le plan médical : dans ce secteur, il n'est pas rare que des futures mères accouchent sur la route de l'hôpital, faute de moyens de transport adaptés ou d'un hôpital suffisamment proche. Je viens également de nommer un médecin chef par intérim à la tête de l'hôpital Émilie Saker, à Douala – un médecin colonel, qui par son expérience pourra nous aider à revisiter le plateau technique et à revoir le mode de fonctionnement de l'hôpital.

Cet effort de restructuration va être bientôt prolongé par l'organisation de journées consacrées aux œuvres de l'Église, tant médicale que scolaire : il s'agira de rassembler les

enseignants pour réfléchir aux orientations essentielles de l'œuvre scolaire, de permettre aux médecins d'être plus impliqués dans la gestion et l'orientation de l'œuvre médicale... Notre but est que les œuvres soient pleinement soutenues par les communautés ; que les membres du personnel présents dans l'Église puissent être pleinement intégrés dans la vie de notre œuvre, et en devenir les avocats, voire les gestionnaires.

Que pourriez-vous dire aux Églises de France en termes de mission ?

Il me paraît important de développer des stratégies pour intéresser la population à la marche dans l'Évangile. La plupart du temps, ce qui éloigne les fidèles de leur communauté, c'est qu'elles ne semblent plus répondre à leurs interrogations les plus essentielles, les plus profondes. Il y a un travail à faire en matière d'analyse de l'environnement afin de trouver les meilleures manières de toucher à nouveau ceux qui se sont éloignés, ou d'atteindre de nouvelles brebis pour le Seigneur. Cela m'évoque le contexte de l'Église catholique lors de la Réformation : pendant que se développaient les communautés protestantes, Ignace de Loyola a cherché à développer des arguments propres à répondre aux questionnements des fidèles de l'Église catholique. Il nous faut aussi être humbles et confiants, sachant que, quoi que nous fassions, Dieu est au-dessus : il ne nous revient pas de décider quels doivent être les résultats de nos efforts. C'est Dieu qui fait croître. Mais notre responsabilité, c'est de nous mettre en marche. Et de former le peuple de Dieu, de l'encadrer au mieux de nos capacités, de l'aider à s'épanouir.

Comment voyez-vous les relations, sur le plan missionnaire, entre les Églises de France, et les Églises camerounaises implantées en France ?

Si je suis en France, c'est notamment pour avoir une meilleure connaissance de nos diverses communautés. Il me paraît

essentiel que ces Église naissantes et les Églises de France puissent avoir un vécu harmonieux. Il ne doit pas y avoir de bris dans le processus d'évangélisation, étant entendu que toutes portent la même mission. Les Églises ne doivent pas être concurrentes, mais partenaires. Comme l'a dit le Seigneur Jésus : celui qui n'assemble pas avec moi disperse (Matthieu 12:30). Par ailleurs, cette présence de nos communautés en France peut nous aider, grâce au Défap, à faciliter nos échanges avec les Églises de France.

Sacha et le Sénégal : « C'était dur et exceptionnel en même temps »

Sacha a été service civique pendant sept mois au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrivait dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de l'ELS (l'Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Deux mois après son retour en France, il revient sur cette expérience et ce qu'elle lui a apporté.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap
Que retiens-tu de cette expérience au Sénégal en tant que service civique et envoyé du Défap ?

Sacha :Je suis rentré en France au cours de la deuxième moitié du mois de mars, avec l'impression d'avoir vécu une expérience incroyable. Il faut savoir s'adapter, laisser derrière soi tout ce que l'on connaissait en France ; découvrir une manière de vivre et une culture que l'on n'envisageait absolument pas. Sept mois sur place, ça permet de découvrir beaucoup de choses ; et ça m'a permis aussi de me découvrir moi-même. C'est d'ailleurs seulement maintenant, deux mois après mon retour, que je me rends vraiment compte que cette mission de service civique a représenté une étape dans ma vie.

Quel était le cadre de ta mission ?

Sacha :Je donnais des soins de santé dans un petit dispensaire à 10 km de la ville de Fatick. C'est une structure située en pleine brousse, mais dont dépendent plusieurs milliers de patients. Je travaillais avec une infirmière, Monique ; les relations ont été dès le début très faciles. Avec elle, j'ai énormément appris, en matière de soins de santé, mais aussi pour tout ce qui concerne le bon usage des ressources. J'ai eu à faire beaucoup de soins divers, y compris des accouchements dans le dispensaire. Il faut utiliser au mieux ce qui est disponible sur place. Ne rien gaspiller. Ne pas se fier à ce que l'on a pu apprendre en France et qui suppose souvent un matériel bien plus important.



Sur le plan personnel, qu'est-ce qui t'a le plus marqué ?

Sacha : Dans ce genre d'expérience, dans un contexte si différent, tout est marquant. Je me suis retrouvé d'emblée à vivre au sein d'une communauté, en étant tout seul issu de mon contexte français. Je me suis retrouvé sans aucun repère familial, obligé de tout réapprendre dans un contexte totalement différent. J'ai des souvenirs et des images qui m'ont marqué : le premier mariage auquel j'ai pu participer au Sénégal ; mais aussi, des journées à souffrir de la chaleur, à faire les mêmes gestes médicaux, une forme de routine, des difficultés à m'adapter physiquement... C'est à la fois très formateur et très dur. Se retrouver ainsi en vis-à-vis d'une communauté dont tous les repères sont différents ; sans famille et sans amis avec qui échanger ; découvrir des gens dont le rapport au monde et les priorités diffèrent complètement... Ça oblige à s'interroger sur ce qui est fondamental pour soi-même.

Quelles étaient les relations avec les patients ?

Sacha : Elles étaient très dépendantes de Monique. Les gens dont nous avions à nous occuper parlaient surtout wolof ou sérère, les langues les plus parlées dans cette région du Sénégal ; mais elles parlaient rarement français, et j'avais besoin que Monique fasse office de traductrice pour communiquer. Dans les villages et pendant les consultations c'était tout de même difficile. Il était plus facile de communiquer en français en ville.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha : À mon retour en France, j'ai eu tendance à reprendre tout de suite mes habitudes : c'était comme si j'avais été absent deux semaines. Il m'a fallu du temps pour réaliser tout ce que cette expérience m'avait vraiment apporté. Cette étape de ma vie m'a permis de découvrir une forme de liberté que je ne connaissais pas. C'était dur et exceptionnel en même temps. En France, il faut se plier à des contraintes sociales, trouver un travail ; ce que j'ai vécu m'a obligé à me plier à une autre façon de vivre, une autre culture. Plus tard, j'aimerais repartir pour une autre mission.

Perspectives Missionnaires rejoint Foi & Vie

Le numéro 82 de Perspectives Missionnaires aura été le dernier publié en édition papier : place désormais au Cahier d'études missiologiques et interculturelles de

Foi & Vie, dont le premier numéro reprend le dossier du dernier « PM » sur le prosélytisme. Explication de cette évolution par Marc Frédéric Muller.



Photo illustrant le dossier « prosélytismes... au pluriel », dans le Cahier d'études missiologiques et interculturelles de Foi & Vie, reprise du n°82 de Perspectives Missionnaires © Foi & Vie

La revue Perspectives missionnaires (PM), après quarante années d'existence indépendante et quatre-vingt-deux numéros parus, vient rejoindre Foi & Vie sous la forme d'un « Cahier d'études missiologiques et interculturelles ». L'équipe de PM espère ainsi enrichir la palette des champs de recherche de la revue numérique.

Il est utile de formuler ici la raison d'être du cahier qui voit le jour en présentant sa ligne éditoriale.

Premièrement, il est toujours nécessaire de réfléchir

théologiquement à la façon dont les chrétiens entendent porter leur témoignage. Les débats dans la société civile et au sein même du protestantisme, remettant en question la légitimité de la mission, ont pu discréditer le recours à toute entreprise missionnaire. Pour certains, le mot mission peut sembler au mieux désuet et au pire évoquer des entreprises conquérantes, incompatibles avec l'Évangile et avec la valeur impérieuse du respect des consciences. Dans cette perspective, « la mission » renvoie à des pages jugées sombres de l'histoire du christianisme et de la civilisation occidentale. L'évangélisation qui y est associée, de façon réductrice, souffre également d'une mauvaise image ; elle est souvent perçue comme la prétention d'obtenir à tout prix des conversions, en forçant les consciences ou en les manipulant, sans égards pour le milieu socio-culturel où elle est engagée. Or, la réflexion missiologique a régulièrement interrogé les pratiques missionnaires, depuis les écrits du Nouveau Testament jusqu'aux conférences mondiales œcuméniques des dernières décennies (par exemple, Willingen 1952 ou Busan 2013). La Conférence des Églises protestantes en Europe, en 2001, se demandait : « Comment annoncer l'Évangile de telle manière que la forme choisie corresponde au contenu ? » Autrement dit comment « évangéliser de manière évangélique » de telle sorte que les Églises ne fassent pas le contraire de ce qu'elles proclament : un message libérateur et une parole de réconciliation.

Deuxièmement, il est important de contribuer à un travail historiographique. Il consiste à garder la mémoire, à observer, à décrire et à analyser les pratiques missionnaires, dans des contextes divers et à des époques diverses, en évaluant leurs soubassements idéologiques, qu'ils soient théologiques, philosophiques ou liés à un imaginaire ancré dans une culture spécifique. Les expressions chrétiennes sont en évolution constante dans le temps et selon les lieux, partout où l'Évangile s'est propagé. Dans leur diversité confessionnelle (approche œcuménique) et culturelle (réflexion

sur les enjeux de la traduction et de réception de l'Évangile), elles montrent que le témoignage chrétien est aux prises avec les transformations du monde et que les Églises s'en trouvent elles-mêmes transformées.

Troisièmement, ces dernières années, du fait d'une mondialisation accrue des échanges résultant aussi bien des vagues migratoires que de la révolution numérique, les sciences religieuses et la missiologie ont concentré leurs travaux sur la complexité des rapports entre Évangile et culture, sous-tendue par des interprétations débattues de la définition tant de l'un que l'autre. Les dynamiques sont d'une étonnante diversité : adaptation, accommodation, inculturation, contextualisation, métissage, syncretisme, interculturation, etc. sur fond de résistance, de confrontation, de dialogue, de rejet ou d'appropriation. Elles touchent le christianisme qui est à la fois déplacé dans ses expressions et créateur de culture. Derrière le phénomène de l'interculturalité, les enjeux sont parfois très lourds puisqu'ils concernent le « vivre-ensemble », la cohésion sociale et la reconnaissance des identités, la liberté religieuse et la construction d'une société de justice, de paix.

Quatrièmement, ce cahier souhaite modestement répondre au besoin d'un espace intellectuel de langue française, ancré dans le protestantisme et œcuménique, ouvert à des personnes en recherche sur tous les continents, désireuses d'exposer convictions et réflexions prospectives sur les voies du renouvellement du témoignage chrétien. Il s'agit d'accueillir des contributions venues de contextes divers et de stimuler la rédaction de textes permettant de croiser les regards. C'est un travail qu'il faut organiser et qui requiert un effort soutenu car il implique de franchir des frontières confessionnelles, géographiques linguistiques ou culturelles.

Une équipe d'une quinzaine de personnes a jusqu'ici conçu et préparé les dossiers parus sous le titre de Perspectives

missionnaires. Nous nous réjouissons que les archives soient bientôt intégralement disponibles, en ligne, sur le site de Foi et Vie.

C'est avec reconnaissance que nous rejoignons la revue Foi et Vie, saluant l'intérêt de son comité de rédaction pour le champ de réflexion que nous avons ici esquissé.

Marc Frédéric Muller

Le sommaire de ce Cahier d'études missiologiques et interculturelles

- [Perspectives Missionnaires devient le Cahier d'études missiologiques et interculturelles de Foi&Vie | Marc Frédéric Muller, Jean-François Zorn](#)
- [Prosélytismes ... au pluriel ! \(liminaire\) | Michel Durussel, Jean-René Amesfort](#)
- [Comment l'Église est-elle devenue missionnaire ? | Simon Buttica](#)
- [Le prosélytisme : Enjeux missiologiques. Le témoignage chrétien dans les relations interreligieuses et interconfessionnelles | Hannes Wiher](#)
- [Le débat sur le prosélytisme en Occident | Jean-François Mayer](#)
- [Unité dans le témoignage. Approches œcuméniques | Jean-Luc Blondel](#)
- [L'Église grandit par attraction et non par prosélytisme | Pierre Diarra](#)
- [Perception du phénomène du prosélytisme dans des pratiques ecclésiales contemporaines | Jean-René Amesfort](#)
- [Le prosélytisme, entre contrainte et libre choix. L'exemple de l'activité missionnaire au Liban | Fatiha Kaouès](#)
- [Soutenir la formation à la théologie interculturelle : un](#)

[des axes de DM \(chronique\)](#) | [Nicolas Monnier](#)

- [À la recherche du renouveau : Quelle réforme dans l'Église au 21^e siècle ?](#) | [Natacha-Ingrid Tinteroff](#)
 - [Le Christ est vraiment présent, même dans la Sainte Cène via le culte en ligne](#) | [Deanna A. Thompson](#)
 - [Le jeu avec le je. À propos de Joueurs de Marie Monge](#) | [Christian Walter](#)
 - [L'autorité des Écritures pour aujourd'hui \(2/4\) : Enjeux et perspectives](#) | [Daniela Gelbrich](#), [Luca Marulli](#), [Chloé Mathys](#), [Sandrine Landeau](#)
 - [Actualité du livre \(2021/6\)](#) | [Frédéric Rognon](#), [Marc Frédéric Muller](#)
 - [Le discrédit de la propagande](#) | [Maurice Leenhardt](#)
-

Courrier de mission : rencontre avec l'Église évangélique du Congo

Le passage en France, au cours du mois de mars 2022, du nouveau président de l'Église évangélique du Congo (EEC), a donné l'occasion à Marion Rouillard d'évoquer les relations du Défap avec cette Église membre de la Cevaa. Juste Alain Gonard Bakoua, président de l'EEC, et Laurent Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, étaient ainsi tous deux invités de l'émission du Défap diffusée le 27 avril sur Fréquence protestante.



*Le président de l'Église Évangélique du Congo, le pasteur
Juste Alain Gonard Bakoua © Défap*

Le Congo-Brazzaville est un des pays d'Afrique où l'influence du christianisme est la plus visible, même si la porosité avec les religions traditionnelles rend difficile une évaluation précise. Si l'on se fie aux chiffres du Quai d'Orsay, 90% de la population y est chrétienne, le reste se répartissant entre islam et animisme. Les chiffres du World Christian Database se veulent un peu plus précis, en comptabilisant 89,79% de chrétiens, 4,76% d'animistes et 1,39% de musulmans. Le CIA Worldfactbook, autre référence internationale, donne toutefois des évaluations différentes, le christianisme représentant selon ces données 77,5% de la population (dont 33,1% pour l'Église catholique, 22,3% pour les Églises du renouveau ou du réveil, 19,9% pour les protestants et 2,2% pour l'Armée du Salut), l'islam 1,6%, les Kimbanguistes 1,5%, et les sans religion déclarée 11,3% (les 8,1% restants représentant d'autres croyances minoritaires). Quant au portail national du

Congo, il indique que 50% des habitants du pays se rattachent au christianisme, 48% à l'animisme et 2% à l'islam. Au bout du compte, les pratiques religieuses sont très souvent teintées d'animisme, comme le souligne une maxime populaire selon laquelle « le chrétien et le musulman prient tous deux avec un fétiche dans la poche ».

Au sein des quelque 5,38 millions d'habitants (selon les données de 2019 de la Banque mondiale), ce qui fait du Congo-Brazzaville un petit pays par rapport à son immense voisin qu'est la République démocratique du Congo avec une population de près de 90 millions de personnes, l'EEC ou Église évangélique du Congo revendique environ 200 000 membres. Elle est membre de la Cevaa – Communauté d'Églises en mission, et entretient des relations de longue date avec le Défap. Elle est née officiellement le 15 juillet 1961, issue du travail des missions scandinaves (et principalement suédoises) qui étaient présentes dans le pays depuis 1909. Elle est membre du Conseil Œcuménique des Églises Chrétiennes du Congo (COECC), qui comprend également l'Église catholique, l'Armée du Salut, l'Église luthérienne du Congo et l'Église orthodoxe grecque du Congo.

Rencontre avec l'Église évangélique du Congo, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 27 avril 2022 sur Fréquence Protestante

Depuis fin 2020, l'Église Évangélique du Congo est présidée par le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua, après quatre années d'une présidence controversée, celle d'Édouard Moukala. Le changement de président s'est d'ailleurs accompagné, en novembre 2020, d'une décision exceptionnelle : le pasteur Moukala a été révoqué et chassé définitivement par décision

collégiale de tous les membres du conseil synodal ordinaire de l'EEC. Depuis lors, le nouveau président s'efforce de renouer avec les partenaires de l'EEC, après plusieurs années qui ont vu les relations se distendre. Présent en France au mois de mars 2022, il a été interviewé par Marion Rouillard pour l'émission Courrier de mission – Le Défap, diffusée le 27 avril sur Fréquence protestante. Également présent pour cette émission, Laurent Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, a présenté pour sa part les enjeux et les défis de la formation théologique en République du Congo. Laurent Loubassou prépare par ailleurs une thèse en Histoire des religions et anthropologie religieuse sur « Le prophétisme au Levant ancien ».

Dans cet entretien, Laurent Loubassou souligne notamment l'importance des relations entre l'EEC et le Défap dans le domaine de la formation – beaucoup d'enseignants de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville étant eux-mêmes d'anciens boursiers du Défap. Et l'aide précieuse que peut représenter le Service protestant de mission lorsqu'il s'agit de publier des travaux universitaires – du fait notamment du déficit en maisons d'édition ad hoc au Congo-Brazzaville. Juste Alain Gonard Bakoua est revenu pour sa part sur les défis que connaît actuellement son Église, et qui concernent notamment la formation pastorale, mais aussi les questions de gouvernance ; ainsi que la mission sociale, l'évangélisation, l'accompagnement des jeunes...

Courrier de mission : Kareen

et le SFE

Kareen est une « envoyée portée » du Défap : issue de l'Église MLK de Créteil, elle a rejoint le SFE (le Service Fraternel d'Entraide) pour y travailler à la gestion de l'eau et de l'éducation en Asie du Sud-Est. Elle était invitée par Marion Rouillard lors de l'émission « Courrier de mission – le Défap » du 23 mars 2022.



L'un des lieux d'intervention du Service Fraternel d'Entraide

© SFE

Les organismes opérant dans le domaine de la solidarité internationale et disposant d'un agrément pour l'envoi de VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) sont peu nombreux, et les pouvoirs publics encouragent la pratique du « portage » – c'est-à-dire que d'autres organismes voulant bénéficier de ce statut auront tout intérêt à se rapprocher de ceux déjà agréés. C'est une garantie en ce qui concerne la formation et le suivi des volontaires. Dans le milieu protestant, le Défap, disposant de cet agrément, est ainsi en relation avec de nombreux autres organismes dont il forme et suit les envoyés au cours de leur mission. Ce qui permet d'entretenir un dialogue régulier et fécond avec des institutions très diverses.

Kareen fait partie de ces « envoyées portées ». Membre de l'Église Martin-Luther-King de Créteil, une mégachurch en constant développement, et qui, avec le soutien de la Fondation du Protestantisme, a pu concrétiser un projet audacieux de bâtiment accueillant à la fois des cultes et des manifestations laïques comme des congrès, elle évoque sans détour sa foi et la manière dont elle inspire ses décisions et son parcours de vie. Elle a auparavant suivi des études à l'Institut biblique de Genève. Elle est actuellement en mission en Asie du Sud-Est avec le SFE (le Service Fraternel d'Entraide), l'un des partenaires réguliers du Défap dans le cadre de ces relations de « portage ». Elle était l'invitée le 23 mars dernier de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » sur Fréquence Protestante.

Kareen et le SFE, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 mars 2022 sur Fréquence Protestante

Ayant fait des études en hydro-géologie, Kareen est arrivée sur son lieu de mission en novembre 2019. Elle a suivi le

travail d'un logisticien du bureau local jusqu'en juin 2020. Suite à cela, elle poursuit son expérience en rejoignant un nouveau projet communautaire, pour apporter son appui dans les villages dans les domaines de l'eau-assainissement et de l'éducation. Les problèmes liés à l'eau supposent notamment de sensibiliser les populations des villages concernés au problème de la qualité de l'eau, de mettre en place des toilettes et des systèmes permettant de lier les ressources en eau souterraines, non polluées, aux maisons, pour que les villageois aient de l'eau propre pour leurs activités quotidiennes. Ensuite, pour obtenir de l'eau potable, il faut encore ajouter un filtre en céramique qui élimine la plus grande partie des impuretés résiduelles. L'important étant que ces projets soient véritablement portés par la population locale : le travail d'information préalable, et de sensibilisation aux enjeux de l'eau, est donc crucial, pour que les populations concernées en voient tout l'intérêt et participent à la mise en place des projets.

Le SFE a commencé en 2017 un projet d'éducation à la santé avec pour objectif de réduire la pauvreté. Une nouvelle phase du projet a démarré en 2021 dans 10 nouveaux villages pauvres, 5 centres de santé, un hôpital de district et l'hôpital provincial. Utilisant le personnel hospitalier précédemment formé comme formateurs, cette approche permet de renforcer les pratiques acquises et de développer un système de formation continue entre l'hôpital et les centres de santé. Ciblant plus particulièrement la santé mère-enfant et des adolescents, ce projet impacte plus largement tous les villageois en promouvant un développement proactif et durable et en abordant tous les problèmes de santé couramment rencontrés.